

by Americans. To some extent this is true. Some of our mines are owned in England, some in the United States, some in Montreal, and others in Nova Scotia, but what matters it, who owns them as long as they are successfully and extensively worked? Every thousand tons of coal that will be shipped this year, more than last, tends to increase the prosperity of the people of Cape Breton—both farmers and fishermen—while it is a source of revenue to the Local Government. The policy of the Government, as a protective one, does not go far enough; and, as a revenue policy, the duty might be placed advantageously more on the luxuries and less on the necessities of life. There are natural barriers, it must be recollected, which will prevent us sending coals into the lakes of Canada. Transshipment would so increase the price as to make importation unprofitable. To carry it successfully a long distance, large vessels must be used, and the canals are not deep enough to admit them. In some degree this may be overcome by the employment of flat-bottomed vessels and steamers, which can be sent down with flour and other produce, and bring coals back in return. In this way, if we cannot have free trade with the Americans, we may extend the trade with ourselves to an extent which will enable us to dispense with it till the Americans give it to us. We are indeed promised Reciprocity under the present arrangement—acting together with a determination to protect our fisheries and to increase the market, and create a demand for home produced coal. American coal may even be dispensed with. I am willing to try its effects for one year. I fully admit that a protective policy is wrong in principle, and should not be continued long, but we cannot be expected to allow the Americans to have everything their own way without affording any advantages in return.

After recess,

Hon. Dr. Tupper continued the debate. He thought that the Government had just cause to complain of their supporters if they allowed them, by their silence, to think that a certain policy would be supported and then deserted; but they had ten times greater right to com-

[Mr. Ross (Victoria, N.S.)—M. Ross (Victoria, N.-É.).]

navires, qui apportent du charbon, s'en retournent avec de la farine et des produits canadiens non soumis aux droits d'entrée, diminuant d'autant l'actuel commerce direct avec les Américains par les voies directes de Portland et de Boston. On nous dit que nos mines appartiennent aux Américains. C'est vrai dans une certaine mesure. Les propriétaires de nos mines se trouvent soit en Angleterre, soit aux États-Unis, soit à Montréal, soit en Nouvelle-Écosse; mais qu'importe qui les possède, du moment qu'on les exploite à fond et avec succès? Les milliers de tonnes de charbon qu'on expédiera cette année—plus que l'an passé—contribueront à accroître la prospérité des gens du Cap Breton, fermiers et pêcheurs, tant en étant une source de revenu pour le gouvernement local. La politique protectionniste du Gouvernement ne va pas assez loin. Pour ce qui est des politiques de revenu, on pourrait plus avantageusement imposer des droits sur les objets de luxe que sur les biens indispensables. Il existe des barrières naturelles, ne l'oublions pas, qui nous empêcheront d'expédier du charbon jusqu'aux Grands lacs canadiens. Le transbordement augmenterait les prix au point que l'importation ne serait pas profitable. Pour faire le transport avec succès sur une grande distance, il faut utiliser de gros navires et les canaux ne sont pas assez profonds pour leur donner passage. Dans une certaine mesure, on peut surmonter cette difficulté en utilisant des bateaux à fond plat et des vapeurs qui peuvent descendre avec de la farine et d'autres produits et rapporter du charbon. Ainsi, si nous ne pouvons pas obtenir le libre-échange avec les Américains, nous pouvons étendre notre propre commerce intérieur suffisamment pour nous en passer aussi longtemps que les Américains ne nous l'accorderont pas. L'entente actuelle nous promet en effet la réciprocité; elle est soutenue par notre détermination de protéger nos pêcheries, d'élargir le marché et de susciter une demande pour notre charbon. On peut même se passer du charbon américain. Je suis disposé à en faire l'expérience pendant un an. J'admets d'emblée qu'une politique protectionniste est mauvaise en principe et ne devrait pas être maintenue longtemps; mais on ne peut s'attendre à ce que nous permettions aux Américains de tout arranger à leur guise sans rien donner en retour.

A la reprise de la séance,

L'honorable Dr Tupper poursuit le débat. Il pense que le Gouvernement se plaint à juste titre de ses partisans si on lui laisse croire, par son silence, qu'on soutiendra une mesure et qu'on fait défaut. Mais, il a dix fois plus raison quand il se plaint des députés qui ont constitué